

Colère au lycée. Profs et parents fermement opposés à la suppression de cinq postes

Le projet du rectorat de supprimer cinq postes de profs au lycée ne passe pas. Enseignants et parents d'élèves le refusent catégoriquement. D'où le mouvement de grève massivement suivi jeudi 1^{er} avril.

À 9 heures, le jeudi 1^{er} avril, pas moins de 87 % des profs du lycée de Verneuil étaient en grève, selon les représentants syndicaux. C'est dire si le projet du rectorat de supprimer cinq postes d'enseignants à la rentrée prochaine ne passe pas. Autant sur le fond que sur la forme.

« Lycée en danger »

Et nombreux ont été le personnel de la communauté éducative, les parents des deux principales fédérations - la FCPE et la PEEP -, ainsi que les élèves à le signifier devant l'entrée de l'établissement en milieu de matinée.

« **Touche pas à mon lycée** », « **Lycée Porte de Normandie en colère** », « **Postes supprimés, lycée en danger** », « **Génération sacrifiée pour la santé, pour le budget** », « **Sans enseignants, la vie n'aurait pas de classes** »..., les slogans brandis sur les pancartes donnaient le ton.

« **Lors des conseils d'administration des 28 janvier et 1^{er} février, les élus se sont prononcés sur la répartition de la Dotation Horaire Globale. Les élus enseignants avaient déjà, à cette occasion, présenté une motion indiquant leurs inquiétudes face aux maigres moyens alloués par le rectorat à notre lycée : deux suppressions de postes avaient été décidées : un en espagnol, un en mathématiques** », s'indigne Ludivine Le Nagard, représentante SNES-FSU Normandie. Fin de l'acte 1.

Le feu aux poudres

« **Mais, poursuit-elle, nous avons appris depuis que le rectorat - faisant fi du travail effectué par l'équipe de direction en concertation avec les élus au conseil d'administration - a décidé tout seul de supprimer non pas deux, mais cinq postes, c'est intolérable, nous ne pouvons l'accepter** ». L'acte 2 qui met le feu aux poudres.

Donc, outre un poste d'espagnol et un autre de mathématiques, un poste d'histoire géo, un de physique-chimie et un cinquième de sciences de la vie et de la terre sont sur la sellette.

Pour l'enseignante du lycée Porte de Normandie, une telle suppression, si elle devenait réalité, alourdirait à la fois le travail des autres professeurs (puisque'ils ne peuvent pas refuser au moins deux heures supplémentaires chacun) et surchargerait également les classes déjà à trente ou trente-cinq élèves, ce que condamne aussi, sa collègue Claire Mabille, représentante euroise de FO.

Pire encore pour Ludivine Le Nagard, « **le solde des heures ne pouvant être attribué aux enseignants reviendrait à des remplaçants ou contractuels que le rectorat n'est jamais sûr de trouver - surtout au lycée de Verneuil, moins attractif que d'autres établissements - ce qui, dans ce cas, fait que des élèves se retrouveraient sans enseignants à la rentrée** ».

« Logique comptable »

Aussi, la syndicaliste dénonce « **la logique comptable du rectorat qui doit supprimer 150 postes au niveau académique** ». « **Et cinq chez nous, c'est énorme, l'impact serait terrible** », craint-elle.

Pour Thomas Aubert, président de la FCPE vernolienne, il y a menace sur le lycée vernolien. « **C'est pourtant le plus performant de l'Eure au regard de nombreux classements, soyons-en fiers. Mais selon mes calculs, cinq postes en moins ici, cela revient à un peu plus de 3 % des 150 postes que l'académie veut supprimer en Normandie ou à 2, 7 pour mille des 1 800 postes que le ministère veut fermer au niveau national ! Et sur la cinquantaine de postes du lycée général et technologique de Verneuil, en fermer cinq revient à en supprimer 10 %, ce n'est quand même pas rien, faudrait pas pousser mémé dans les orties !** », juge le père de famille qui espère également mobiliser les élus sur ce dossier.

Enfin, pour Anne-Gaëlle Croquet, présidente locale de la PEEP, « **ce n'est vraiment pas le moment de supprimer des postes après une année de confinement et des mois de fermeture du lycée ayant entraîné des lacunes chez pas mal d'élèves** ». Ce serait d'autant moins bienvenu « **qu'on est en milieu rural où les jeunes n'ont pas le même accès à la culture qu'ailleurs** ».

Bref, enseignants et parents d'élèves sont remontés plus que jamais et ne veulent pas lâcher l'affaire.

C'est ce qu'ils devaient dire et répéter lors de l'audience qu'ils devaient avoir en visio-conférence avec le rectorat ce jeudi 8 avril 2021...



Les présidents des parents d'élèves mobilisés